

24 juin 2021
Communiqué de presse

DROITS DES FEMMES ET DES PERSONNES LGBTI : LE PARLEMENT SOUTIENT LA PROTECTION DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Le Parlement européen adopte le rapport MATIC, sur les droits génésiques et sexuels au sein de l'Union européenne, dans le cadre de la santé des femmes, un texte adopté malgré les votes des Républicains et de l'extrême droite, unis contre le droit des femmes.

La crise du COVID-19 a aggravé les violences sexistes et sexuelles, et l'accès aux droits génésiques a été particulièrement difficile pour les femmes. Dans certains pays, comme la Hongrie ou la Pologne, ces droits ont très nettement reculé, avec le passage de lois liberticides ciblant notamment l'avortement ou les personnes LGBTI. Mais ces pays ne sont pas les seuls concernés : d'autres pratiques inhumaines existent ailleurs, notamment en France, comme les thérapies de conversion des homosexuels.

Ce rapport est particulièrement ambitieux : il met en avant de nombreuses mesures en demandant aux Etats membres d'améliorer l'accès aux droits génésiques, la dépénalisation de l'avortement, l'accès à des traitements de fertilité pour toutes les personnes en âge de procréer, et la TVA à 0% sur les produits menstruels, comme l'a défendu Leïla Chaïbi dans l'hémicycle:

"Changeons les règles ! En France, 20% des femmes déclarent avoir dû choisir entre un paquet de pâtes et un paquet de serviettes. Avoir ses règles n'est pas un choix, être propre ne doit être un luxe pour personne, éradiquons la précarité menstruelle !"

Intervention de Leïla Chaïbi

Quant aux réactionnaires, ils ne se sont pas privés de tout faire pour empêcher le passage de ce texte. Hier, le groupe de l'ECR, duquel fait partie le PiS polonais, a déposé une motion pour rendre le rapport inadmissible, motion qui a été soutenue par la majorité du groupe des Républicains et par le groupe du Rassemblement national, qui ont ensuite voté contre le rapport lors du vote final.

Des tentatives de sabotage que dénonce Manon Aubry : *“Depuis plusieurs semaines, nous avons subi une pression intensive des lobbys, dont la droite conservatrice s’est faite le porte-parole. Une occasion de plus de montrer leur vrai visage: celui de ceux qui se battent contre les droits des femmes. Mais notre délégation continuera sans relâche à s’opposer aux positions réactionnaires, et à se battre pour les droits des femmes et des personnes LGBTI”.*

La délégation France insoumise salue les avancées portées par ce texte, et attend maintenant de la Commission européenne qu’elle mette tout en œuvre pour les rendre concrètes.

Lire notre article

Délégation France Insoumise au Parlement européen